

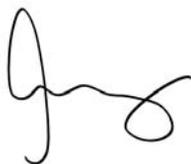
ÉNONCÉ DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés et de l'information financière présentée dans ce rapport annuel. Cette responsabilité comprend le choix de conventions et de pratiques comptables ainsi que le recours au jugement et à des estimations nécessaires pour la préparation des états financiers consolidés, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le présent rapport annuel et s'est assurée qu'elle correspond aux états financiers consolidés.

La direction maintient des systèmes de contrôle interne conçus en vue de fournir une assurance raisonnable quant à la protection des éléments d'actif contre la perte et à la pertinence et la fiabilité de l'information financière produite.

Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses responsabilités à l'égard de l'information financière et est responsable de la révision et de l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche principalement par l'entremise de son comité de vérification, composé exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification se réunit périodiquement avec la direction et les vérificateurs externes afin de discuter des contrôles internes et de sujets portant sur la vérification et la présentation de l'information financière. Il révisé également le rapport annuel, les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes. Le comité de vérification recommande les vérificateurs externes, qui sont ensuite nommés par les actionnaires. Les vérificateurs externes ont librement accès au comité de vérification. Les états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs externes Deloitte & Touche s.r.l., dont le rapport est présenté ci-après.



LINO SAPUTO, Jr.
Président et
chef de la direction



LOUIS-PHILIPPE CARRIÈRE, FCA
Vice-président exécutif,
finances et administration, et secrétaire

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES DE SAPUTO INC.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Saputo inc. aux 31 mars 2007 et 2006 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mars 2007 et 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



DELOITTE & TOUCHE s.r.l.
Comptables agréés
Montréal (Québec)
le 25 mai 2007

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars, sauf les données par action)	2007	2006
Revenus	4 000 980 \$	4 022 210 \$
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	3 574 648	3 656 245
Bénéfice avant intérêts, amortissement, impôts sur les bénéfices et dévaluation	426 332	365 965
Amortissement des immobilisations (note 3)	72 116	69 361
Bénéfice d'exploitation	354 216	296 604
Dévaluation du placement de portefeuille (note 2)	–	10 000
Intérêts de la dette à long terme	22 603	24 474
Autres intérêts, nets (note 11)	(3 498)	(644)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	335 111	262 774
Impôts sur les bénéfices (note 12)	96 644	70 672
Bénéfice net	238 467 \$	192 102 \$
Résultat par action (note 13)		
Bénéfice net		
De base	2,30 \$	1,83 \$
Dilué	2,28 \$	1,82 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)	2007	2006
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	971 131 \$	884 054 \$
Bénéfice net	238 467	192 102
Dividendes	(80 721)	(72 215)
Excédent du prix d'achat du capital-actions sur la valeur comptable (note 9)	(43 796)	(32 810)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	1 085 081 \$	971 131 \$

BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 mars
(en milliers de dollars)

	2007	2006
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	276 894 \$	91 533 \$
Débiteurs	324 702	302 112
Stocks	445 992	453 414
Impôts à recevoir	6 413	6 736
Impôts futurs	13 045	12 098
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	23 939	25 979
	1 090 985	891 872
Placement de portefeuille (note 2)	42 991	42 991
Immobilisations (note 3)	691 226	674 695
Écart d'acquisition (note 4)	547 379	544 472
Marques de commerce (note 4)	32 340	30 589
Autres éléments d'actif (note 5)	73 726	67 664
Impôts futurs	9 720	1 650
	2 488 367 \$	2 253 933 \$
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires (note 6)	139 001 \$	41 541 \$
Créditeurs et charges à payer	343 911	318 239
Impôts à payer	85 644	73 087
Impôts futurs	1 294	369
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 7)	21	35 013
	569 871	468 249
Dette à long terme (note 7)	254 012	256 833
Autres éléments de passif (note 8)	16 413	16 623
Impôts futurs (note 12)	115 053	109 685
	955 349	851 390
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 9)	511 737	494 250
Surplus d'apport (note 10)	18 864	14 428
Bénéfices non répartis	1 085 081	971 131
Écart de conversion de devises étrangères	(82 664)	(77 266)
	1 533 018	1 402 543
	2 488 367 \$	2 253 933 \$

Au nom du conseil



LINO SAPUTO
Administrateur



LOUIS A. TANGUAY
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)	2007	2006
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Exploitation		
Bénéfice net	238 467 \$	192 102 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Rémunération à base d'actions	7 917	8 196
Amortissement des immobilisations	72 116	69 361
Gain sur disposition d'immobilisations	(122)	(1 676)
Dévaluation du placement de portefeuille	-	10 000
Impôts futurs	(1 525)	(2 438)
Excédent du financement des régimes des employés sur le coût	(3 207)	(10 134)
	313 646	265 411
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	29 855	34 156
	343 501	299 567
Investissement		
Acquisitions d'entreprises (note 14)	(31 794)	(86 338)
Placement de portefeuille	-	1 000
Ajouts aux immobilisations	(76 127)	(96 152)
Produit de disposition d'immobilisations	3 808	3 284
Autres éléments d'actif	(6 124)	(6 072)
	(110 237)	(184 278)
Financement		
Emprunts bancaires	93 701	28 081
Remboursement de la dette à long terme	(33 828)	-
Émission de capital-actions	20 886	13 689
Rachat de capital-actions	(50 677)	(38 008)
Dividendes	(80 721)	(72 215)
	(50 639)	(68 453)
Augmentation des espèces et quasi-espèces	182 625	46 836
Incidence des écarts de taux de change sur les espèces et quasi-espèces	2 736	3 220
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	91 533	41 477
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	276 894 \$	91 533 \$
Information complémentaire		
Intérêts payés	19 651 \$	24 689 \$
Impôts sur les bénéfices payés	84 868 \$	57 460 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 mars 2007 et 2006

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les données sur les options, les unités d'actions et les actions.)

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et comprennent les principales conventions comptables suivantes :

Recours à des estimations

Dans la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit procéder à des estimations telles que la durée de vie utile, la dépréciation et l'amortissement des immobilisations, l'évaluation de l'écart d'acquisition, du placement de portefeuille, des marques de commerce et des impôts futurs, ainsi que certaines hypothèses actuarielles et économiques utilisées dans le calcul du coût des régimes de retraite à prestations déterminées, de l'obligation au titre des prestations de retraite constituées et de l'actif des régimes de retraite, et de rémunération à base d'actions qui influent sur les montants déclarés des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des revenus et des charges de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

États financiers consolidés

Les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle effectif sont consolidées. La participation dans une coentreprise qui est sous contrôle conjoint est comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus aux états consolidés des résultats depuis leurs dates respectives d'acquisition.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces sont principalement composés de liquidités non affectées et de placements à court terme dont l'échéance initiale, au moment de l'acquisition, est de trois mois ou moins.

Stocks

Les stocks de produits finis et de produits en cours sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur de réalisation nette. Les stocks de matières premières sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Impôts sur les bénéfiques

La Société suit la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont établis en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'actif et du passif et sont mesurés par application des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur au moment où ces écarts sont censés se résorber. Les actifs d'impôts futurs ne sont constatés que dans la mesure où, de l'avis de la direction, il est plus probable qu'improbable qu'ils soient réalisés.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties de façon linéaire sur leur durée de vie utile ou selon les méthodes suivantes :

Bâtiments	20 à 40 ans
Mobiliers, machinerie et équipement	3 à 15 ans
Matériel roulant	5 à 10 ans ou en fonction du kilométrage parcouru

Les actifs destinés à la vente sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette moins les coûts de cession, et aucun amortissement n'est comptabilisé.

Perte de valeur des actifs à long terme

Dans le cas où des éléments portent à croire que la valeur comptable d'actifs à long terme pourrait ne pas être recouvrable, les flux de trésorerie estimatifs non actualisés sont projetés sur leur durée restante et comparés à la valeur comptable. Dans la mesure où ces projections indiquent que les flux de trésorerie non actualisés futurs ne sont pas suffisants pour recouvrer les valeurs comptables des actifs connexes, une charge est comptabilisée en vue de réduire la valeur comptable afin que celle-ci corresponde aux flux de trésorerie actualisés futurs projetés.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Écart d'acquisition, marques de commerce et regroupement d'entreprises

L'écart d'acquisition et les marques de commerce ne sont pas amortis, mais sont plutôt soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquaient que les actifs pourraient avoir subi une baisse de valeur. La valeur comptable de l'écart d'acquisition et des marques de commerce est comparée à leur juste valeur respective et toute baisse de valeur, le cas échéant, est imputée aux résultats. La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le prix d'acquisition aux actifs corporels et incorporels acquis et aux passifs pris en charge, en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition, l'excédent du prix d'achat attribué à l'écart d'acquisition.

Avantages sociaux futurs

Le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi est établi d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition des prestations au prorata des services et à des hypothèses à l'égard du rendement prévu de l'actif des régimes, lequel est fondé sur la juste valeur, du taux de croissance de la rémunération, de l'âge de la retraite et des coûts prévus des soins de santé et autres avantages postérieurs à l'emploi. Le coût des services rendus au cours de l'exercice est comptabilisé aux résultats dans l'exercice considéré. Conformément aux principes comptables généralement reconnus, le coût des services passés ainsi que l'excédent des gains ou pertes actuariels nets des régimes à prestations déterminées sur 10 % du plus élevé de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur de l'actif des régimes sont amortis sur le nombre moyen prévu d'années de service futures des employés actifs admissibles aux prestations en vertu des régimes. La Société répartit la variation de la valeur de l'actif sur cinq ans afin de déterminer le coût des régimes à prestations déterminées. Lorsque la restructuration d'un régime d'avantages sociaux entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations découlant de ce régime, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Constatation des revenus

La Société constate ses revenus au moment de la livraison lorsque la propriété et les risques de perte sont transférés aux clients, que le prix est déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus sont enregistrés nets des incitatifs à la vente incluant les rabais sur volume, les frais de référencement et les rabais de publicité.

Conversion des devises étrangères

Les postes de bilan des établissements autonomes situés aux États-Unis, en Argentine, en Allemagne et au Royaume-Uni ont été convertis en dollars canadiens selon les taux de change en date des bilans, alors que les postes des états des résultats ont été convertis en dollars canadiens selon les taux de change moyens mensuels en vigueur au cours des exercices. L'écart de conversion, présenté dans les capitaux propres, représente le cumul des gains ou des pertes de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements autonomes situés aux États-Unis, en Argentine, en Allemagne et au Royaume-Uni. La variation de l'écart de conversion au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2007 résulte principalement de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les postes des états financiers de la Société et de ses filiales libellés en devises ont été convertis selon les taux de change en date des transactions pour les éléments de revenus et charges, et le taux de change en date des bilans pour les éléments d'actif et de passif monétaires. Le gain ou la perte de change résultant de ces conversions est inclus à l'état des résultats.

	2007	2006
Gain de change	855 \$	633 \$

Rémunération à base d'actions

La méthode de la juste valeur est utilisée pour comptabiliser aux résultats la rémunération à base d'actions. Cette méthode consiste à enregistrer aux résultats une charge répartie sur la période d'acquisition des droits des options octroyées. Lorsque les options sont exercées, toute contrepartie payée par les employés ainsi que la rémunération correspondante comptabilisée comme surplus d'apport sont créditées au capital-actions.

Résultat par action

Le résultat de base par action est fondé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. L'effet dilutif des options d'achat d'actions est déterminé selon la méthode du rachat d'actions.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Nouvelles conventions comptables

Détermination de la variabilité à prendre en compte lors de l'application de la NOC-15

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2006, la Société a adopté l'abrégié CPN-163 de l'ICCA, intitulé « Détermination de la variabilité à prendre en compte lors de l'application de la NOC-15 », qui fournit des directives sur la question de savoir si certains arrangements, par exemple un contrat visant à réduire ou à éliminer la variabilité créée par certains des actifs ou certaines des activités d'une entité, devraient être traités comme des droits variables ou considérés comme des créateurs de variabilité dans le cadre de l'application de la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-15, intitulée « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables » (*variable interest entities*). Cette nouvelle recommandation n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2006, la Société a adopté l'abrégié CPN-162 de l'ICCA, intitulé « Rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition », qui traite de la comptabilisation du coût de rémunération associé à l'attribution d'une rémunération à base d'actions selon un plan qui contient des dispositions permettant à un salarié de continuer d'acquérir des droits à cette attribution en conformité avec les modalités d'acquisition stipulées, après son départ à la retraite. Cette nouvelle recommandation n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Activités abandonnées

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2006, la Société a adopté l'abrégié CPN-161 de l'ICCA, intitulé « Abandon d'activités », qui fournit des directives concernant l'imputation des intérêts débiteurs et des frais indirects du siège social aux activités abandonnées. Elle indique également si une entité devrait présenter au titre des activités abandonnées les résultats d'exploitation d'une composante classée comme destinée à la vente dans le cas où les activités restantes sont négligeables. Cette nouvelle recommandation n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

2. PLACEMENT DE PORTEFEUILLE

	2007	2006
Participation en actions de 21 % dans Dare Holdings Ltd.	42 991 \$	42 991 \$

Le placement de portefeuille est comptabilisé au coût moins l'excédent des dividendes reçus par rapport à la quote-part de la Société dans les résultats cumulés. Aucun dividende n'a été reçu au cours de l'exercice 2007. Un dividende de 1 000 000 \$ reçu au cours de l'exercice 2006 a été comptabilisé en diminution du coût du placement.

Au cours de l'exercice 2006, la Société a réduit la valeur du placement de 10 000 000 \$ en raison d'une baisse de valeur durable, résultant d'une juste valeur inférieure à la valeur comptable.

3. IMMOBILISATIONS

	2007			2006		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	27 666 \$	– \$	27 666 \$	27 084 \$	– \$	27 084 \$
Bâtiments	278 463	68 750	209 713	249 980	57 799	192 181
Mobilier, machinerie et équipement	824 427	383 350	441 077	777 635	335 428	442 207
Matériel roulant	12 928	7 156	5 772	12 314	6 323	5 991
Destinées à la vente	6 998	–	6 998	7 232	–	7 232
	1 150 482 \$	459 256 \$	691 226 \$	1 074 245 \$	399 550 \$	674 695 \$

Au cours de l'exercice, un gain à la cession d'immobilisations destinées à la vente de 122 000 \$ (1 676 000 \$ en 2006) a été comptabilisé dans le poste coût des ventes, frais de vente et d'administration. Ces actifs ont trait principalement aux activités de notre secteur Produits laitiers canadien et autres.

Au cours de l'exercice, une réduction à la juste valeur de 3 238 000 \$ (5 750 000 \$ en 2006) a été comptabilisée pour certains bâtiments et pièces de machinerie et d'équipement. Cette charge est comprise dans l'amortissement des immobilisations.

3. IMMOBILISATIONS (suite)

Les immobilisations destinées à la vente sont principalement constituées de machinerie, d'équipement et de bâtiments du secteur des produits laitiers canadien et américain qui seront vendus en raison de la fermeture de certaines usines.

La valeur comptable des immobilisations en cours de construction, qui ne font pas l'objet d'un amortissement, totalisait 22 518 000 \$ au 31 mars 2007 (41 465 000 \$ au 31 mars 2006); ces immobilisations sont principalement constituées de machinerie et d'équipement.

4. ÉCART D'ACQUISITION ET MARQUES DE COMMERCE

	2007			2006		
	Secteur des produits laitiers	Secteur des produits d'épicerie	Total	Secteur des produits laitiers	Secteur des produits d'épicerie	Total
Écart d'acquisition						
Solde au début de l'exercice	379 959 \$	164 513 \$	544 472 \$	342 687 \$	164 513 \$	507 200 \$
Écart de conversion	(2 405)	–	(2 405)	(9 032)	–	(9 032)
Acquisitions d'entreprises (note 14)	395	4 917	5 312	46 304	–	46 304
Solde à la fin de l'exercice	377 949 \$	169 430 \$	547 379 \$	379 959 \$	164 513 \$	544 472 \$
Marques de commerce						
Solde au début de l'exercice	30 589 \$	– \$	30 589 \$	24 054 \$	– \$	24 054 \$
Écart de conversion	(249)	–	(249)	(845)	–	(845)
Acquisitions d'entreprises (note 14)	–	2 000	2 000	7 380	–	7 380
Solde à la fin de l'exercice	30 340 \$	2 000 \$	32 340 \$	30 589 \$	– \$	30 589 \$

5. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2007	2006
Actif net au titre des régimes de retraite (note 15)	54 326 \$	50 606 \$
Taxes à recevoir	12 626	9 370
Autres	6 774	7 688
	73 726 \$	67 664 \$

6. EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire à court terme lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires d'un montant maximal d'environ 357 000 000 \$. Les emprunts de l'Amérique du Nord sont disponibles principalement en dollars américains ou l'équivalent en d'autres devises et portent intérêt à des taux fluctuant en fonction du taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 0,25% ou du taux LIBOR ou du taux des acceptations bancaires majoré de 0,50% jusqu'à un maximum de 1,125%, en fonction du ratio de la dette portant intérêt par rapport au bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices de la Société. Une tranche des facilités de crédit bancaire à court terme est disponible pour les activités en Argentine et porte intérêt aux taux du marché local.

7. DETTE À LONG TERME

	2007	2006
Effets de premier rang		
7,97 %, remboursés en 2007 (30 000 000 \$ US)	– \$	35 013 \$
8,12 %, échéant en novembre 2009 (170 000 000 \$ US)	196 282	198 407
8,41 %, échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	57 730	58 355
Autres emprunts, remboursables en 2008	21	71
	254 033	291 846
Tranche échéant à moins d'un an	21	35 013
	254 012 \$	256 833 \$

Les versements estimatifs de capital à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

2008	21 \$
2009	–
2010	196 282
2011	–
2012	–
2013 et exercices subséquents	57 730
	254 033 \$

8. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2007	2006
Avantages sociaux futurs (note 15)	9 430 \$	9 101 \$
Autres	6 983	7 522
	16 413 \$	16 623 \$

9. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont avec droit de vote et droit de participation. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, les modalités et les privilèges de chaque série devant être établis au moment de leur création.

	2007	2006
Émis		
103 676 917 actions ordinaires (104 114 555 en 2006)	511 737 \$	494 250 \$

9. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2007, 969 062 actions ordinaires (682 173 en 2006) ont été émises pour un montant de 20 886 000 \$ (13 689 000 \$ en 2006) en vertu du régime d'options d'achat d'actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1^{er} avril 2002, le montant comptabilisé auparavant comme une augmentation du surplus d'apport a été transféré au capital-actions à l'exercice de ces options. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2007, le montant transféré du surplus d'apport s'élève à 3 481 000 \$ (1 863 000 \$ en 2006).

Dans le cadre d'un programme de rachat dans le cours normal des activités, commencé le 11 novembre 2005, la Société pouvait acheter, à des fins d'annulation, un maximum de 5 256 369 actions ordinaires jusqu'au 10 novembre 2006. Dans le cadre d'un nouveau programme de rachat dans le cours normal des activités, commencé le 13 novembre 2006, la Société peut acheter, à des fins d'annulation, un maximum de 5 179 304 actions ordinaires jusqu'au 12 novembre 2007. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2007, la Société a acheté 1 406 700 (1 094 900 en 2006) actions ordinaires à des prix variant de 34,75 \$ à 38,00 \$ l'action (de 32,39 \$ à 35,94 \$ en 2006). L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, d'un montant de 43 796 000 \$ (32 810 000 \$ en 2006), a été imputé aux bénéfices non répartis.

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a mis sur pied un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés, des dirigeants et des administrateurs de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 14 000 000 d'actions. Le prix d'exercice de chaque option correspond au cours de clôture des actions de la Société la journée précédant la date d'octroi. Ces options sont acquises à raison de 20 % par année et expirent dix ans après la date de leur octroi.

Les options émises et en circulation à la fin de l'exercice sont les suivantes :

Périodes d'octroi	2007			2006	
	Prix d'exercice	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
1998	8,50 \$	19 000	8,50 \$	62 226	8,50 \$
1999	de 16,13 \$ à 18,75 \$	53 140	18,43 \$	95 236	18,33 \$
2000	19,70 \$	106 949	19,70 \$	179 238	19,70 \$
2001	13,50 \$	263 402	13,50 \$	410 797	13,50 \$
2002	de 19,00 \$ à 23,00 \$	419 205	19,04 \$	685 335	19,10 \$
2003	30,35 \$	542 594	30,35 \$	701 465	30,35 \$
2004	22,50 \$	798 755	22,50 \$	1 012 030	22,50 \$
2005	33,05 \$	727 313	33,05 \$	831 135	33,05 \$
2006	36,15 \$	827 932	36,15 \$	901 781	36,15 \$
2007	32,70 \$	1 097 318	32,70 \$	–	– \$
		4 855 608	28,64 \$	4 879 243	26,35 \$
Options pouvant être levées à la fin de l'exercice		2 011 821	24,03 \$	2 077 799	21,28 \$

Le nombre d'options a varié de la façon suivante :

	2007		2006	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	4 879 243	26,35 \$	4 797 915	23,62 \$
Options octroyées	1 141 225	32,70 \$	914 952	36,15 \$
Options levées	(969 062)	21,55 \$	(682 173)	20,07 \$
Options annulées	(195 798)	30,25 \$	(151 451)	27,37 \$
Solde à la fin de l'exercice	4 855 608	28,64 \$	4 879 243	26,35 \$

9. CAPITAL-ACTIONS (suite)

La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées a été estimée à 9,78 \$ par option (10,21 \$ en 2006) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2007	2006
Taux d'intérêt sans risque :	4,2 %	4,0 %
Durée prévue des options :	5 ans	5 ans
Volatilité :	35 %	31 %
Taux de dividendes :	2,5 %	2,0 %

Le prix d'exercice de ces options est de 32,70 \$ (36,15 \$ en 2006), ce qui correspond au cours de clôture des actions le jour précédant la date d'octroi.

Une charge de rémunération de 7 917 000 \$ (6 958 000 \$ après impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée à l'état des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 2007 et de 8 196 000 \$ (7 455 000 \$ après impôts sur les bénéfices) pour l'exercice terminé le 31 mars 2006.

L'incidence de cette charge sur le bénéfice par action et le bénéfice dilué par action est de 0,07 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2007 et de 0,07 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2006.

Des options visant l'acquisition de 889 586 actions ordinaires à un prix de 46,18 \$ l'action ont également été octroyées le 1^{er} avril 2007.

Régime d'octroi d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2004, tous les administrateurs admissibles de la Société ont reçu annuellement un nombre fixe d'unités d'actions différées (octroi annuel) qui ont été octroyées sur une base trimestrielle, conformément au régime d'unités d'actions différées. Les administrateurs peuvent choisir de recevoir une somme en espèces ou des unités d'actions différées comme rémunération. Le nombre d'unités émises à chaque administrateur est basé sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société à chaque date d'octroi. Lorsque les administrateurs cessent d'exercer leurs fonctions au sein de la Société, un paiement en espèces égal à la valeur de marché des unités d'actions différées cumulées est versé. Le passif lié à ces unités est ajusté en multipliant le nombre d'unités en circulation par la valeur de marché des actions ordinaires à la fin de l'exercice de la Société. La variation du passif est enregistrée comme une charge par la Société.

	2007		2006	
	Unités	Passif	Unités	Passif
Au début de l'exercice	27 904	1 009 \$	11 213	448 \$
Octroi annuel	8 000	309	8 000	282
Rémunération du conseil	6 821	323	8 691	367
Augmentation (diminution) en raison de la variation du prix des actions	-	541	-	(88)
À la fin de l'exercice	42 725	2 182 \$	27 904	1 009 \$

10. SURPLUS D'APPORT

	2007	2006
Surplus d'apport au début de l'exercice	14 428 \$	8 095 \$
Rémunération à base d'actions	7 917	8 196
Montant transféré au capital-actions	(3 481)	(1 863)
Surplus d'apport à la fin de l'exercice	18 864 \$	14 428 \$

11. AUTRES INTÉRÊTS

	2007	2006
Charges	4 055 \$	2 174 \$
Revenus	(7 553)	(2 818)
	(3 498)\$	(644)\$

12. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices se détaille comme suit :

	2007	2006
Impôts exigibles	98 169 \$	73 110 \$
Impôts futurs	(1 525)	(2 438)
	96 644 \$	70 672 \$

Rapprochement des impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi, à la charge d'impôts sur les bénéfices présentée à l'état des résultats :

	2007	2006
Impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi	108 415 \$	82 569 \$
Écarts attribuables aux éléments suivants :		
Incidence des taux d'imposition de filiales américaines	685	108
Modification des lois fiscales et des taux d'imposition	(6 058)	1 448
Bénéfice découlant de placements dans des filiales	(8 033)	(8 901)
Autres	1 635	(4 552)
Charge d'impôts sur les bénéfices	96 644 \$	70 672 \$

L'incidence fiscale d'écarts temporaires qui donnent lieu à une partie importante de l'actif et du passif d'impôts futurs se présente comme suit :

	2007	2006
Actif d'impôts futurs		
Créditeurs et charges à payer	6 895 \$	5 872 \$
Pertes fiscales	10 681	12 839
Placement de portefeuille	1 151	1 832
Autres	7 272	4 699
	25 999 \$	25 242 \$

Passif d'impôts futurs

Stocks	5 863 \$	875 \$
Immobilisations	82 757	89 627
Actif net au titre des régimes de retraite	13 423	14 333
Autres éléments d'actif	6 596	3 273
Dettes à long terme	10 942	13 440
	119 581 \$	121 548 \$

Présentés dans les états financiers à titre de :

Actif d'impôts futurs à court terme	13 045 \$	12 098 \$
Actif d'impôts futurs à long terme	9 720	1 650
Passif d'impôts futurs à court terme	(1 294)	(369)
Passif d'impôts futurs à long terme	(115 053)	(109 685)
Passif d'impôts futurs, net	(93 582)\$	(96 306)\$

Avantages fiscaux latents

Au 31 mars 2007, en plus des pertes fiscales enregistrées, la Société cumulait des pertes fiscales d'un montant d'environ 26 357 000 \$ (40 423 000 \$ en 2006) pouvant servir à réduire les revenus imposables futurs de ses filiales en Argentine. Ces pertes viennent à échéance comme suit :

2008	26 357 000 \$
------	---------------

13. RÉSULTATS PAR ACTION

	2007	2006
Bénéfice net	238 467 \$	192 102 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	103 720 154	104 698 601
Options dilutives	727 728	813 052
Nombre dilué d'actions ordinaires en circulation	104 447 882	105 511 653
Bénéfice de base par action	2,30 \$	1,83 \$
Bénéfice dilué par action	2,28 \$	1,82 \$

Lors du calcul du résultat dilué par action en 2006, 901 781 options avaient été exclues en raison de leur prix d'exercice supérieur à la valeur de marché moyenne. En 2007, aucune option n'a été exclue du calcul.

Les actions acquises au cours de l'exercice, dans le cadre des deux programmes de rachat dans le cours normal des activités, ont été exclues du calcul du résultat par action à la date d'acquisition.

14. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Le 13 avril 2006, la Société a acquis les activités de Spezialitäten-Käserei De Lucia GmbH (un fabricant de fromage allemand produisant des spécialités fromagères de type italien) pour une contrepartie en espèces de 7 086 000 \$, qui a été principalement attribuée aux immobilisations.

Le 28 juillet 2006, la Société a acquis les activités de Boulangerie Rondeau inc. et de Biscuits Rondeau inc. (des fabricants de tartes et de biscuits frais exerçant leurs activités au Canada) pour une contrepartie en espèces de 12 545 000 \$. Les justes valeurs attribuées aux actifs acquis étaient de 1 218 000 \$ pour le fonds de roulement, de 4 410 000 \$ pour les immobilisations, de 4 917 000 \$ pour l'écart d'acquisition et de 2 000 000 \$ pour les marques de commerce.

Le 23 mars 2007, la Société a acquis les activités de Dansco Dairy Products Limited (un fabricant du Royaume-Uni produisant principalement de la mozzarella) pour une contrepartie en espèces de 12 163 000 \$. Les justes valeurs attribuées aux actifs acquis étaient de 3 935 000 \$ pour le fonds de roulement et de 8 228 000 \$ pour les immobilisations. La répartition finale du prix d'acquisition sera terminée au cours du prochain exercice.

Le 18 avril 2005, la Société a acquis les activités de Fromage Côté S.A. et de Distributions Kingsey inc. (un fabricant de fromage exerçant ses activités au Canada) pour une contrepartie en espèces de 53 421 000 \$. Les justes valeurs attribuées aux actifs acquis étaient de 11 040 000 \$ pour le fonds de roulement, de 11 375 000 \$ pour les immobilisations, de 23 626 000 \$ pour l'écart d'acquisition et de 7 380 000 \$ pour les marques de commerce.

Le 27 mai 2005, la Société a acquis les activités de Schneider Cheese, Inc. (un fabricant de fromage exerçant ses activités aux États-Unis) pour une contrepartie en espèces de 32 917 000 \$. Les justes valeurs attribuées aux actifs acquis étaient de 4 718 000 \$ pour le fonds de roulement, de 5 521 000 \$ pour les immobilisations et de 22 678 000 \$ pour l'écart d'acquisition.

15. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées ainsi que d'autres avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés et retraités admissibles.

En vertu des dispositions des régimes à prestations déterminées, les prestations sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des dernières années de service ou le salaire de fin de carrière. Les cotisations versées par les employés et les cotisations de la Société sont établies suivant les conseils d'actuariers indépendants. Des évaluations actuarielles ont été effectuées en décembre 2003 et 2005. La date de mesure des actifs et des passifs des régimes de retraite est le 31 décembre.

Les régimes à cotisations déterminées prévoient le versement d'une cotisation annuelle donnant droit à une pension pour chaque employé participant.

L'actif des régimes se compose principalement d'actions de sociétés canadiennes et étrangères, de fonds communs de placement, ainsi que de titres à revenu fixe.

Situation financière des régimes

	2007		2006	
	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres régimes d'avantages sociaux	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres régimes d'avantages sociaux
Évolution de l'obligation au titre des prestations constituées				
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	200 370 \$	13 001 \$	175 635 \$	20 586 \$
Coût des services rendus	7 096	256	5 960	467
Frais d'intérêts	10 339	658	10 354	912
Prestations versées	(14 612)	(1 144)	(13 018)	(1 591)
Pertes actuarielles (gains actuariels)	(3 225)	406	21 030	672
Modifications des régimes et désinvestissements	-	-	530	(7 951)
Gain de change	(30)	(34)	(121)	(94)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	199 938	13 143	200 370	13 001
Évolution de la juste valeur de l'actif des régimes				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	175 819	-	163 487	-
Rendement réel de l'actif des régimes	19 254	-	14 225	-
Cotisations patronales	11 563	944	10 071	1 373
Cotisations salariales	1 150	200	1 150	218
Prestations versées	(14 613)	(1 144)	(13 018)	(1 591)
Perte de change	(27)	-	(96)	-
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	193 146	-	175 819	-
Situation de capitalisation				
Déficit, à la fin de l'exercice	(6 792)	(13 143)	(24 551)	(13 001)
Pertes actuarielles non amorties	67 104	2 251	82 260	2 113
Coût des services passés non amorti	1 081	231	1 196	262
Provision pour moins-value	(181)	-	-	-
Obligation transitoire non amortie	(8 749)	1 169	(9 905)	1 365
Actif (passif) à la date de mesure	52 463	(9 492)	49 000	(9 261)
Cotisations patronales entre la date de mesure et la fin de l'exercice	1 863	62	1 606	160
Actif (passif) net comptabilisé au bilan	54 326 \$	(9 430)\$	50 606 \$	(9 101)\$

Tous les régimes de retraite à prestations déterminées présentent des obligations au titre des prestations constituées supérieures à l'actif net des régimes.

15. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (suite)

Charge au titre des régimes d'avantages sociaux

	2007		2006	
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux
Régimes à prestations déterminées				
Coût des services courants de l'employeur	5 946 \$	56 \$	4 809 \$	249 \$
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	10 339	658	10 354	912
Rendement réel de l'actif des régimes	(19 254)	–	(14 225)	–
Pertes actuarielles (gains actuariels)	(3 225)	406	21 030	687
Modifications des régimes	–	–	530	39
Compression et règlement des régimes	–	–	–	(5 291)
Charge au titre des régimes avant ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût	(6 194)	1 120	22 498	(3 404)
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel de l'actif des régimes	6 538	–	1 737	–
Écart entre l'amortissement du coût des services passés et les modifications des régimes pour l'exercice	115	31	(415)	16
Écart entre les pertes actuarielles nettes constatées et les pertes actuarielles réelles sur l'obligation au titre des prestations constituées	8 608	(140)	(17 659)	(504)
Amortissement de l'obligation transitoire	(1 156)	196	(1 156)	197
Charge au titre des régimes à prestations déterminées avant la provision pour moins-value	7 911	1 207	5 005	(3 695)
Provision pour moins-value	181	–	–	–
Charge au titre des régimes à prestations déterminées	8 092	1 207	5 005	(3 695)
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées	11 929	–	11 093	–
Total de la charge au titre des régimes d'avantages sociaux	20 021 \$	1 207 \$	16 098 \$	(3 695)\$

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2007, la charge totale de la Société au titre des régimes d'avantages sociaux s'est élevée à 21 229 000 \$ (12 403 000 \$ en 2006) et la cotisation totale versée par la Société s'est chiffrée à 24 436 000 \$ (22 537 000 \$ en 2006).

Hypothèses moyennes pondérées

Pour calculer l'obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice :

Taux d'actualisation	5,26 %	5,35 %	5,26 %	5,31 %
Taux de croissance de la rémunération	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %
Pour calculer la charge au titre des régimes d'avantages sociaux :				
Taux d'actualisation	5,26 %	5,31 %	6,00 %	6,00 %
Taux de rendement à long terme prévu de l'actif des régimes	7,31 %	s.o.	7,32 %	s.o.
Taux de croissance de la rémunération	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %

Aux fins de calcul, le taux de croissance annuel hypothétique des coûts liés à l'assurance-maladie, à l'assurance-vie et aux soins dentaires a été fixé entre 7 % et 10 % pour l'exercice 2008 et devrait diminuer graduellement pour atteindre 5,1 % en 2012. En comparaison, ce taux a été fixé entre 7 % et 12 % pour l'exercice 2007 et devait diminuer graduellement pour atteindre 6 % en 2011.

16. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

La Société exerce certaines de ses activités dans des locaux loués et est également liée en vertu de contrats de location pour de l'équipement et du matériel roulant. Les loyers minimaux exigibles pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

2008	10 038 \$
2009	8 275
2010	7 111
2011	6 228
2012	3 482
Exercices subséquents	4 890
	40 024 \$

La Société est défenderesse à certaines réclamations dans le cours normal de ses activités. La Société est d'avis que le règlement final de ces réclamations n'aura aucune incidence importante sur ses résultats ou sur sa situation financière. Au cours de l'exercice, une proposition de changement avec incidence rétroactive à une loi fiscale provinciale canadienne a été adoptée. Un avis de cotisation d'un montant d'environ 12 000 000 \$ a été émis à la suite de l'adoption de cette proposition. En s'appuyant sur des fondements juridiques, la Société est d'avis qu'elle n'aura pas à payer les montants demandés dans l'avis de cotisation. Par conséquent, aucun montant à l'égard de cet avis de cotisation n'a été inclus dans les états financiers au 31 mars 2007.

Indemnisations

De temps à autre, la Société fournit des indemnisations à des tierces parties dans le cours normal de ses activités, dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs. Ces clauses d'indemnisation peuvent toucher des ruptures de représentations et de garanties, de même que des réclamations futures à l'égard de certaines obligations, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Les modalités de ces clauses d'indemnisation sont de durées variées. Au 31 mars 2007, étant donné que la nature et le montant de ces indemnisations dépendaient d'événements futurs, la Société n'était pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable le paiement éventuel maximal qu'elle peut être tenue de verser en vertu de ces ententes. La Société n'a versé aucun paiement d'indemnisation important par le passé et, aux 31 mars 2007 et 2006, elle n'a comptabilisé aucun passif lié à ces indemnisations.

Contrats de location

La Société garantit à certains bailleurs une tranche de la valeur résiduelle de certains actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation dont les derniers viennent à échéance en 2013. Si la valeur de marché des activités louées, à l'échéance de leur contrat de location-exploitation respectif, est inférieure à la valeur résiduelle garantie, la Société est tenue d'indemniser le bailleur pour le manque à gagner, sous réserve de certaines conditions, jusqu'à concurrence d'une valeur maximale. La Société est d'avis que le montant d'indemnisation potentiel n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société reçoit des services de sociétés qui sont sous influence notable de son actionnaire principal ou fournit des services à ces sociétés. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités et elles ont été comptabilisées à la valeur d'échange qui correspond à la juste valeur de marché. Tous les montants sont inclus au poste coût des ventes, frais de vente et d'administration de l'état des résultats.

Les services reçus sont les suivants :

	2007	2006
Frais de location, de déplacement et de logement	2 164 \$	1 937 \$
Frais de gestion pour la rémunération du président du conseil d'administration	500	500
	2 664 \$	2 437 \$

Les services fournis sont les suivants :

Frais de gestion pour des services fournis par la Société	175 \$	175 \$
---	--------	--------

Il n'y avait aucun montant à recevoir ou à payer relativement à ces opérations aux 31 mars 2007 et 2006.

18. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUES

a) Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des emprunts bancaires et des crédateurs et charges à payer correspondent à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme, estimée sur la base de l'actualisation des flux de trésorerie prévus au moyen des taux dont la Société pourrait se prévaloir pour des emprunts assortis de conditions et d'échéances similaires, totalise 277 505 000 \$ (318 292 000 \$ en 2006).

b) Risque de crédit

La Société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Des évaluations de crédit sont effectuées de façon régulière et les états financiers tiennent compte d'une provision pour créances douteuses. La Société n'a pas de concentration de risque de crédit.

c) Risque lié aux taux d'intérêt

Les facilités de crédit à court terme de la Société portent intérêt à des taux variables.

Pour se protéger contre les augmentations de taux d'intérêt, la Société conclut à l'occasion des contrats de swap de taux d'intérêt. Au 31 mars 2007, la Société n'avait pas des contrats de swap de taux d'intérêt en vigueur.

d) Risque de change

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société effectue certaines transactions en devises. La Société gère le risque lié aux fluctuations de taux de change en concluant à l'occasion certains contrats de change. Les engagements de la Société en vertu de contrats de change en cours en date du bilan visaient l'achat de 1 300 000 euros (1 800 000 euros en 2006) et de 5 000 000 \$ US.

La Société réalise approximativement 26 % et 5 % de son chiffre d'affaires aux États-Unis et en Argentine, respectivement, et elle est donc exposée aux fluctuations des taux de change.

Les flux de trésorerie liés aux activités américaines constituent une protection économique naturelle contre le risque de change lié aux dettes libellées en dollars américains.

e) Risque sur marchandises

La Société conclut à l'occasion certains contrats de couverture pour se protéger des fluctuations de prix de certaines marchandises. Les contrats en vigueur en date du bilan avaient une juste valeur négative de 756 000 \$ (juste valeur positive de 1 800 000 \$ en 2006).

19. INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans deux secteurs : le secteur des produits laitiers et le secteur des produits d'épicerie.

Le secteur des produits laitiers comprend principalement la fabrication et la distribution de fromage et de lait nature. Les activités de ce secteur sont exercées au Canada, aux États-Unis, en Argentine, en Allemagne et au Royaume-Uni.

Le secteur des produits d'épicerie représente les activités de fabrication et de commercialisation principalement de petits gâteaux. L'actif total du secteur des produits d'épicerie comprend le placement de portefeuille.

Ces secteurs sont gérés distinctement puisque chaque secteur d'activité représente un secteur stratégique qui offre différents produits et qui dessert différents marchés. La Société évalue la performance en fonction du bénéfice d'exploitation géographique et du bénéfice d'exploitation des secteurs d'activité pris isolément.

Les conventions comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 1 portant sur les principales conventions comptables. La Société n'effectue pas de ventes intersectorielles.

Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.

19. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Information par secteur d'activité

	2007			2006		
	Canada et autres	États-Unis	Total	Canada et autres	États-Unis	Total
Revenus						
Produits laitiers	2 794 099 \$	1 036 830 \$	3 830 929 \$	2 651 402 \$	1 206 601 \$	3 858 003 \$
Produits d'épicerie	170 051	–	170 051	164 207	–	164 207
	2 964 150 \$	1 036 830 \$	4 000 980 \$	2 815 609 \$	1 206 601 \$	4 022 210 \$
Bénéfice avant intérêts, amortissement, impôts sur les bénéfices et dévaluation						
Produits laitiers	317 086 \$	82 890 \$	399 976 \$	261 593 \$	78 300 \$	339 893 \$
Produits d'épicerie	26 356	–	26 356	26 072	–	26 072
	343 442 \$	82 890 \$	426 332 \$	287 665 \$	78 300 \$	365 965 \$
Amortissement des immobilisations						
Produits laitiers	36 163 \$	29 849 \$	66 012 \$	34 146 \$	29 881 \$	64 027 \$
Produits d'épicerie	6 104	–	6 104	5 334	–	5 334
	42 267 \$	29 849 \$	72 116 \$	39 480 \$	29 881 \$	69 361 \$
Bénéfice d'exploitation						
Produits laitiers	280 923 \$	53 041 \$	333 964 \$	227 447 \$	48 419 \$	275 866 \$
Produits d'épicerie	20 252	–	20 252	20 738	–	20 738
	301 175 \$	53 041 \$	354 216 \$	248 185 \$	48 419 \$	296 604 \$
Dévaluation du placement de portefeuille			–			10 000
Intérêts			19 105			23 830
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices			335 111			262 774
Impôts sur les bénéfices			96 644			70 672
Bénéfice net			238 467 \$			192 102 \$

19. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Information géographique

	2007				2006			
	Canada	Argentine et Europe	États-Unis	Total	Canada	Argentine et Europe	États-Unis	Total
Revenus								
Produits laitiers	2 566 645 \$	227 454 \$	1 036 830 \$	3 830 929 \$	2 473 045 \$	178 357 \$	1 206 601 \$	3 858 003 \$
Produits d'épicerie	170 051	–	–	170 051	164 207	–	–	164 207
	2 736 696 \$	227 454 \$	1 036 830 \$	4 000 980 \$	2 637 252 \$	178 357 \$	1 206 601 \$	4 022 210 \$
Total de l'actif								
Produits laitiers	1 014 705 \$	206 145 \$	961 923 \$	2 182 773 \$	1 116 636 \$	148 157 \$	695 881 \$	1 960 674 \$
Produits d'épicerie	305 594	–	–	305 594	293 259	–	–	293 259
	1 320 299 \$	206 145 \$	961 923 \$	2 488 367 \$	1 409 895 \$	148 157 \$	695 881 \$	2 253 933 \$
Valeur comptable nette des immobilisations								
Produits laitiers	332 980 \$	102 073 \$	209 666 \$	644 719 \$	336 772 \$	70 863 \$	226 433 \$	634 068 \$
Produits d'épicerie	46 507	–	–	46 507	40 627	–	–	40 627
	379 487 \$	102 073 \$	209 666 \$	691 226 \$	377 399 \$	70 863 \$	226 433 \$	674 695 \$
Ajouts aux immobilisations								
Produits laitiers	24 264 \$	28 588 \$	15 699 \$	68 551 \$	42 569 \$	29 798 \$	18 503 \$	90 870 \$
Produits d'épicerie	7 576	–	–	7 576	5 282	–	–	5 282
	31 840 \$	28 588 \$	15 699 \$	76 127 \$	47 851 \$	29 798 \$	18 503 \$	96 152 \$
Écart d'acquisition								
Produits laitiers	156 324 \$	395 \$	221 230 \$	377 949 \$	156 324 \$	– \$	223 635 \$	379 959 \$
Produits d'épicerie	169 430	–	–	169 430	164 513	–	–	164 513
	325 754 \$	395 \$	221 230 \$	547 379 \$	320 837 \$	– \$	223 635 \$	544 472 \$

20. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Le 2 avril 2007, la Société a acquis les activités fromagères industrielles de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine pour une contrepartie en espèces de 254 000 000 \$. Les justes valeurs attribuées aux actifs acquis étaient de 24 000 000 \$ pour le fonds de roulement, de 225 000 000 \$ pour les immobilisations et de 5 000 000 \$ pour l'écart d'acquisition. La répartition finale du prix d'acquisition sera terminée au cours du prochain exercice.

21. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.